

Paris le 8 novembre 2024

stop au vol des mairies kurdes par l'État turc

Le 04 novembre 2024, le gouvernement turc aux ordres d'Erdogan a destitué les maires de trois villes kurdes : Elih (Batman), Xalfeti (Halfeti) et Merdîn (Mardin). Ces mairies avaient été largement remportées par le parti DEM lors des élections du 31 mars.

Déjà à ce moment, l'état turc avait essayé d'annuler l'élection du maire de la ville de Wan, et avait, quelques jours plus tard, limogé et condamné à 19 années de prison le maire de Colemêrg (Hakkari).

Le pouvoir turc a décidé de voler au peuple kurde les dirigeantes et dirigeants locaux qu'il a choisis lors des élections. Il y a bien longtemps que la Turquie n'a plus rien d'une démocratie. Le maire appartenant à l'opposition nationaliste du district d'Esenyurt à Istanbul en a aussi fait les frais, limogé également il y a quelques jours.

Les maires destitués sont remplacés par des administrateurs d'état proches de l'AKP. Durant ces 8 dernières années, ils ont été au pouvoir dans plusieurs villes kurdes dont la principale, Amed (Diyarbakir). Leur passage s'est soldé par des finances en ruine, l'instauration de systèmes clientélistes gangrenés par la corruption et des politiques d'assimilation dirigées contre le peuple kurde. Les travailleuses et les travailleurs des mairies sont également la cible de ces hommes de paille : après 2016 et le début des destitutions, des dizaines d'entre elles et eux ont été licenciés. Dans les mairies visées aujourd'hui, tout laisse penser que ce scénario se reproduira.

De nombreuses manifestations ont eu lieu pour protester contre ce déni du droit du peuple à choisir ses représentants. La répression est sévère. A Elih (Batman), des images montrent la police tabasser des personnes arrêtées.

L'Union syndicale Solidaires réaffirme son soutien à la lutte du peuple kurde pour ses droits, et en particulier aux travailleuses et aux travailleurs visés par l'autoritarisme d'Erdogan.